



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2025 – 1668 du 31 juillet 2025  
prescrivant à la société FP Lux Wind Charmois des mesures de réduction d'impact  
sur les chiroptères du parc éolien Le Charmois, situé sur le territoire des  
communes de DELOUZE-ROSIÈRES et de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, R. 181-45, R. 512-69, L. 511-1 ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 12 ;

**VU** les permis de construire n° PC5514806H0004 et n° PC5515006H0003 du 26 mars 2007 autorisant la société SNC Le Charmois à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 6 aérogénérateurs sur le territoire des communes de DELOUZE-ROSIÈRES et de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT ;

**VU** le rapport de suivi environnemental de 2022 intitulé « Suivi post-implantation du parc éolien de Charmois (55) » réalisé par Calidris ;

**VU** le rapport, référencé MF-231-2025 en date du 16 mai 2025, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, établi suite à la visite d'inspection du 22 avril 2024, et transmis le 16 mai 2025 à l'exploitant avec un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, pour observations éventuelles ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté préfectoral, présentées par l'exploitant, par courrier en date du 11 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien Le Charmois relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien Le Charmois a été mis en service le 1<sup>er</sup> avril 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi d'activité, effectué en 2022, dans le cadre du suivi environnemental du parc éolien Le Charmois, réalisé par Calidris, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité, relève des pics d'intensité variables entre mai et août atteignant plus de 200 contacts de chiroptères par mois ;

**CONSIDÉRANT** que l'espèce la plus représentée dans ce suivi d'activité est la Noctule commune, espèce de chiroptère la plus sensible en région Grand-Est, avec plus de 50 % de la part de l'activité ;

**CONSIDÉRANT** un pic de 782 Noctules communes, dans la nuit du 1<sup>er</sup> juin, pouvant être expliqué par une activité de chasse aléatoire et ponctuelle ou un passage migratoire ;

**CONSIDÉRANT** l'implantation du parc éolien Le Charmois, en milieu forestier et à moins de 200 m des lisières de forêt ;

**CONSIDÉRANT** que la canopée sur le lieu d'implantation s'élève à 10 à 15 m au-dessus du sol, soit à environ 40 m du bas des pales des éoliennes au vu de leur gabarit, mât de 100 m et rotor de 92,5 m de diamètre ;

**CONSIDÉRANT** que les prospections, réalisées au pied des aérogénérateurs dans le cadre du suivi de mortalité, ont été effectuées sur une surface de 21,7 % ;

**CONSIDÉRANT** que la durée de persistance des cadavres est de 1,95 jours, soit une durée faible d'après le bureau d'études Calidris ;

**CONSIDÉRANT** que des mortalités sont donc susceptibles d'exister, malgré l'absence de cadavres retrouvés lors du suivi de mortalité de 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que les biais du suivi de mortalité sont importants, comme le souligne également le bureau d'études, et qu'ils n'ont pas pu être corrigés par l'estimation des mortalités réelles au vu de la mortalité nulle, relevée par le bureau d'études lors du suivi ;

**CONSIDÉRANT** que les chiroptères appartiennent à des espèces protégées, au titre de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures, actuellement prescrites dans les permis de construire susvisés, sont insuffisantes pour garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 411-1 du Code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, l'altération ou la dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

**CONSIDÉRANT** que les espèces de chiroptères inféodées au territoire métropolitain sont protégées en France, au titre de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement, et par arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité des chiroptères, relevée sur le parc, justifie la mise en place de mesures destinées à prévenir leur mortalité, et à favoriser leur déplacement en dehors du parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'arrêts préventifs des éoliennes, sous certaines conditions météorologiques, et certaines périodes de l'année est de nature à limiter les impacts sur les chiroptères ;

**Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société FP Lux Wind Charmois, dont le siège social est situé rue du Pré Long à VERN-SUR-SEICHE (35770), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien situé sur le territoire des communes de DELOUZE-ROSIÈRES et de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT.

### **Article 2 : Actions correctives à mettre en œuvre en faveur des chiroptères**

L'exploitant met en œuvre un arrêt des machines, sur le parc éolien Le Charmois, afin de limiter les impacts vis-à-vis des chiroptères. Cette mesure s'applique sur toutes les éoliennes du parc, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- du 1<sup>er</sup> mai au 31 août ;
- du coucher au lever du soleil ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 15 °C.

Les allumages automatiques en pied d'éoliennes sont neutralisés la nuit.

La plateforme de maintenance autour des éoliennes est stabilisée et entretenue, de préférence mécaniquement, de sorte que la végétation reste la plus clairsemée et la plus rase possible. Cet entretien sera réalisé, a minima 2 fois par an, en dehors de la période de reproduction de la faune.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements permettant de justifier la mise en place de ce bridage dans le respect des conditions citées ci-dessus.

**Cette prescription entre en vigueur à la notification du présent arrêté.**

### **Article 3 : Voies et délais de recours**

Le pétitionnaire peut saisir le préfet de département d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50015 – 54035 NANCY Cedex 5 – dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

#### **Article 4 : Information des tiers**

Une copie de la présente décision sera déposée en mairies de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT et de DELOUZE-ROSIÈRES.

Un extrait de cet arrêté sera publié, par voie d'affichage ou par tout autre moyen en usage, en mairies de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT et de DELOUZE-ROSIÈRES, pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- l'Inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (Unité départementale de Meurthe-et-Moselle/Meuse – division Meuse),
- le Maire de la commune de DEMANGE-BAUDIGNÉCOURT,
- le Maire de la commune de DELOUZE-ROSIÈRES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

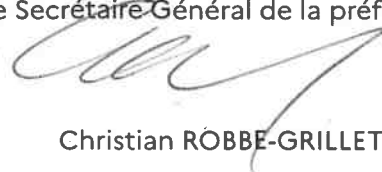
\* à titre de notification à :

– M. Julien LÉON, directeur d'exploitation – société FP Lux Wind Charmois – Energiequelle SAS

\* à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires – service environnement,
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture



Christian ROBBE-GRILLET